

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 21/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EGIDE SA**

Site du Sactar  
CS 20205  
84500 Bollène

Références : D-0721-2025  
Code AIOT : 0006400389

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement EGIDE SA, implanté Site du Sactar - 84500 Bollène. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 17/09/2025 s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale sur l'ensemble de la région Provence-Alpes Côte d'Azur. Elle a pour objectif de vérifier la gestion du risque légionelle associé à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes, dans le respect de certaines prescriptions réglementaires applicables à ce type d'installations. Par ailleurs, elle a été l'occasion de rappeler aux exploitants les enjeux de santé publique relatif à ce type de risque.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EGIDE SA
- Site du Sactar - 84500 Bollène
- Code AIOT : 0006400389
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Groupe EGIDE conçoit et fabrique des boîtiers hermétiques pour composants microélectroniques et optiques sensibles, répondant aux besoins d'un large éventail de marchés de pointe notamment, les marchés de l'aérospatiale et de la défense. Il dispose de sites de production aux États-Unis et en Europe. L'établissement de Bollène, dans le Vaucluse, est autorisé par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2005 modifié, notamment au titre des rubriques ICPE suivantes :

- 2565-2a - Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique
- 4110-2a - Substances et mélanges liquides - toxicité aiguë de catégorie 1.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 8
- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations générales du site	Autre du 17/07/2025, article Néant	Sans objet
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5	Sans objet
4	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)	Sans objet
5	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)	Sans objet
6	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)	Sans objet
7	Produits Chimiques	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société EGIDE a mis à jour son analyse méthodique des risques, courant septembre 2025, lui permettant d'afficher un niveau de risque résiduel limité sur cet enjeu.

Une action d'information de la société voisine reste à réaliser pour informer ses salariés de ce risque potentiel, compte tenu des rejets atmosphériques des TAR orientés vers le site en question, quand bien même la distance réglementaire par rapport aux bâtiments industriels voisins est respectée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Informations générales du site

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 17/07/2025, article Néant
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Informations générales de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> La situation administrative de l'installation relevant de la rubrique 2921
<b>Constats :</b> L'installation (rubrique 2921) est autorisée par arrêté préfectoral en date du 17/05/2005 modifié pour deux tours de refroidissement à circuit ouvert d'une puissance de 500 kW. Cette installation relève du régime de la déclaration. Les Tours Aéroréfrigérantes (TAR) sont situées dans un local dédié au Sud Est du bâtiment principal. Son usage est destiné au refroidissement industriel du procédé de fabrication de céramique. La plaque de la TAR constatée le jour de l'inspection indique la puissance de 250 kW.  Les coordonnées Lambert des deux TARS sont les suivantes : X : 838 274,62 Y : 6 358 394,81
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Implantation, aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Règles d'implantation
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. [...] ;  b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.
<b>Constats :</b> Les deux TAR sont situées dans un local spécifique au sud est du bâtiment principal. Les locaux les plus proches sont ceux du site voisins, distants de plus de 8 mètres (distance évaluée à 20 mètres). Les coordonnées Lambert des TAR sont les suivantes : X : 838 274,62 Y : 6 358 394,81
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Prévention des accidents et pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur

l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...]

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.[...]

Sur la base de l'AMR sont définis :- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

#### Constats :

L'exploitant a présenté l'AMR (référence rapport N°135143462-001-1 en date du 16 septembre 2025) réalisée par APAVE.

Il a été constaté que le document intègre :

- la description des installations,
- le traitement de l'eau, les analyses physico-chimiques et les analyses légionelles,
- le descriptif et l'identification des risques,
- la cotation des risques identifiés,
- les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation,
- la conclusion de l'analyse des risques

Le recensement des bras morts est réalisé (3 by pass sur canalisation au niveau du duplex d'adoucisseurs). Ces bras morts sont gérés hydrauliquement par une ouverture hebdomadaire du circuit hydraulique. Cette action est enregistrée dans le système informatique de maintenance du site.

L'analyse de risque de l'AMR identifie des actions correctives à mettre en place :

- informer le site voisin ORANO de la présence du débouché des tours à proximité d'une partie de leur site et échanger sur les risques liés aux aérosols potentiellement chargés de Légionelles ;
- en cas de dépassement du seuil de 1 000 UFC/l , prévenir le site voisin ORANO ;
- compléter la procédure en cas d'utilisation d'un jet d'eau pour le nettoyage ;
- **intégrer le REX "biodispersant" au plan de surveillance et forcer le dosage ou le renouvellement d'eau d'appoint des tours lors de ces périodes de faible consommation d'eau**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra sous un mois à compter de la réception du présent rapport son plan d'actions pour les situations à risques relevées dans l'AMR du 16/09/2025, telles que reprises ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
<b>Constats :</b> L'exploitant à la connaissance de l'outil GIDAF. Pour la période allant du mois de février 2024 à août 2025 inclus, l'inspection a constaté que l'exploitant renseigne le résultat des analyses légionelles. La fréquence d'analyse est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Prévention des accidents et pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ; b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ; c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...] ; e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de

l'incident, [...].Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...]
<b>Constats :</b> En séance, l'exploitant indique que le seuil "légionelles" $10^5$ UFC/L n'a pas été dépassé sur les 2 dernières années (2024, 2025). Ce constat est vérifié sur l'outil GIDAF pour la même période.  L'exploitant a présenté en séance la procédure M 2410, laquelle détaille les actions à mener en cas de dépassement du seuil des 100 000 UFC/L. Ces mesures respectent les obligations réglementaires fixées par l'arrêté ministériel, exception faite de l'information immédiate de la DREAL qui n'est pas mentionnée. Post-inspection, la société EGIDE a transmis par mail la procédure M 2410 indice h du 18/09/2025, laquelle mentionne la nécessité de prévenir immédiatement la DREAL en cas de dépassement du seuil 100 000 UFC/L.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Prévention des accidents et pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (103 UFC/L)
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Cas de dépassement ponctuel : [...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila [...].  b) Cas de dépassements multiples consécutifs : Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...] Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive. La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L. [...]  Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.  La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale

à 1 000 UFC/L. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. [...]
<b>Constats :</b> Nous avons consulté la procédure en cas de dépassement du seuil 1 000 UFC/L (procédure M 2409), conforme aux exigences de l'arrêté ministériel. Le site a connu un dépassement 1 000 UFC/L en janvier 2025. L'exploitant et le traiteur d'eau ont procédé à une analyse de ce dépassement : ils concluent que ce dépassement laisse penser qu'en période froide, en raison de la faible consommation d'eau d'appoint, l'efficacité du biodispersant pourrait être diminuée par le faible renouvellement de produit dans le circuit. L'AMR prévoit d'intégrer ce REX au plan de surveillance et de forcer le dosage ou le renouvellement d'eau d'appoint des tours lors de ces périodes de faible consommation d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Produits Chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits Chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français : a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ; [...] d) Les utilisations autorisées du produit biocide ; e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ; [...] h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ; [...] l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ; [...]Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et n peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.
<b>Constats :</b> Le traitement de l'eau repose un procédé d'électrolyse qui génère in situ l'hypochlorite stocké en bac tampon de 200 litres avec injection de chlore dans le circuit. Les biocides utilisés sont le CS-3004 et le biodispersant CS-1003. Par sondage, il est examiné l'étiquette du biocide CS-3004 ainsi que la fiche technique d'accompagnement.  Il est constaté, la présence sur la fiche technique et ou sur l'étiquette du produit: - les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ; - les utilisations autorisées du produit biocide ; - l'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ; - les instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage,



comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ;  
- d'indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage hormis le transport.

**Type de suites proposées :** Sans suite